

Le 8 décembre 2018 : une journée noire pour les Gilets jaunes

écrit par DiogeN | 8 décembre 2024



NI OUBLI



NI PARDON

Le 8 décembre 2018 restera gravé dans les mémoires comme l'une des journées les plus violentes dans la répression du mouvement des Gilets jaunes. Ce jour-là, lors de l'acte IV des manifestations, de nombreux citoyens ont payé un lourd tribut pour avoir exprimé leur mécontentement dans les rues de France.

Des blessures graves à travers le pays
De Paris à Toulouse, en passant par Bordeaux et Rouen, les témoignages de blessés graves se sont multipliés. Des vies ont été bouleversées en quelques secondes :

Alexandre F., 37 ans, a perdu son œil droit à Paris
Issam, à Mondeville, a subi de multiples fractures au visage
Clément F., seulement 17 ans, blessé à la joue à Bordeaux
Nicolas C., 38 ans, avec une main fracturée à Paris
Yann, victime d'une fracture du tibia à Toulouse
Philippe S., gravement atteint aux côtes à Nantes

Patrice P., 49 ans, qui a perdu son œil droit à Paris

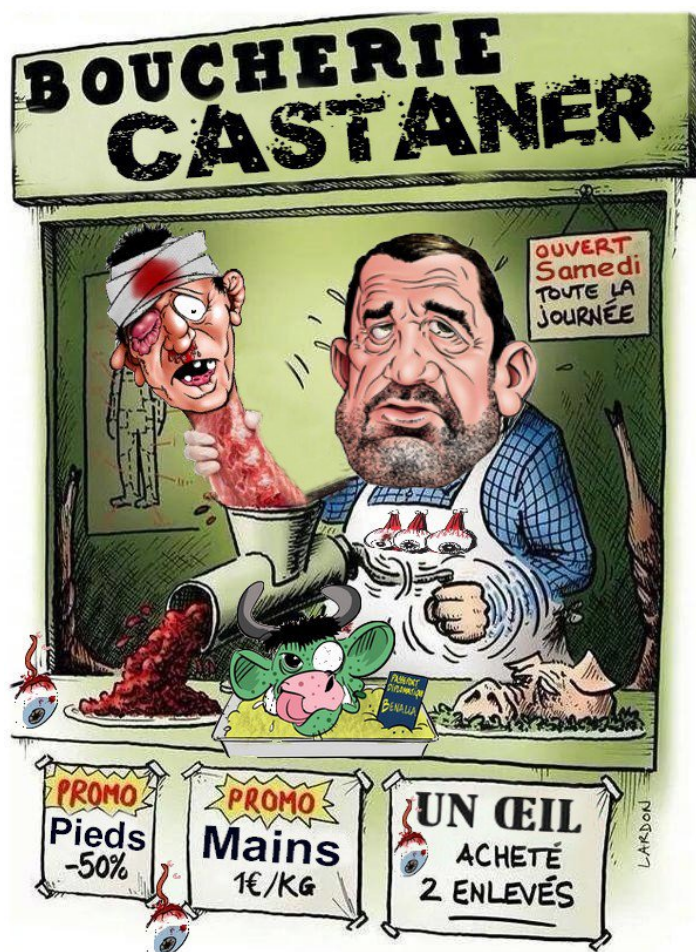
Nicolas D., pommette fracturée à Paris

Charles A., blessé au front à Rouen

L'usage controversé du LBD 40

Toutes ces blessures ont un point commun : elles ont été causées par des tirs de LBD 40 (Lanceur de Balles de Défense). Cette arme, censée être « non létale », a démontré ce jour-là son potentiel dévastateur lorsqu'elle est utilisée dans un contexte de manifestation.

La responsabilité en question



Face à ce bilan alarmant, de nombreuses voix se sont élevées pour questionner la responsabilité du ministre de l'Intérieur de l'époque, **Christophe Castaner**.

Son rôle dans la gestion du maintien de l'ordre ce jour-là et sa défense de l'usage du LBD 40 ont été vivement critiqués.

Un tournant dans le mouvement

Cette journée a marqué un tournant dans le mouvement des Gilets jaunes. Elle a mis en lumière la violence des affrontements et a

soulevé de nombreuses questions sur les méthodes de maintien de l'ordre en France.

Cinq ans plus tard, alors que de nombreuses procédures judiciaires sont toujours en cours, les blessés du 8 décembre 2018 attendent encore que justice soit rendue. Leur combat pour la vérité et la reconnaissance de leurs

souffrances continue, rappelant à tous le prix élevé de la contestation sociale dans notre démocratie.

Le 17 mars 2019, à l'invitation de Pierre et Christine je venais témoigner aux assises des Gilets Jaunes, espace Jean Monnet à Rungis.

Les 3 revendications étaient simples :

**Baisse des taxes sur les produits de première nécessité
Plus de démocratie (référendums)
Moins de privilèges pour l'oligarchie.**

Les intervenants se succédaient et j'attendais mon tour alors qu'un spot lumineux m'aveuglait.

Ce qui fait que, quand Pierre m'a interpellé, je ne savais plus quoi dire. Je n'ai pas eu l'occasion de m'en excuser auprès de lui, et j'y pense encore avec une certaine honte aujourd'hui.

Néanmoins j'arrivai à dire avec force et conviction que ce qui me motivait avant toute chose c'était de retourner dans la rue au nom de toutes ces vies bousillées à coup de LBD ou de grenades, ce qui a déclenché les applaudissements du public.

Aujourd'hui l'indignation n'a pas disparu, et j'ai la faiblesse de croire qu'un jour certains oligarques, dont Foutriquet, devront rendre compte à la justice de ces horribles mutilations.

Le souvenir de cette journée tragique du 8 décembre 2018 reste empreint de tristesse, rappelant à chacun de nous le coût humain des luttes sociales et l'importance de protéger le droit à manifester sans craindre pour sa vie ou son intégrité.

J U S T I C E



J U S T I C E